

Impacts de la covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition: élaborer des mesures efficaces pour lutter contre la pandémie de faim et de malnutrition

Document de synthèse du Groupe d'experts de haut niveau



Photographies (page de couverture): © FAO, 2020

Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition

Président: Martin Cole

Vice-Président: Bernard Lehmann

Membres du Comité directeur:

Barbara Burlingame, Jennifer Clapp, Mahmoud El Solh, Mária Kadlečíková, Li Xiande, Bancy Mburu Mati, William Moseley, Nitya Rao, Thomas Rosswall, Daniel Sarpong, Kamil Shideed, José María Sumpsi Viñas et Shakuntala Thilsted

Les experts du Comité directeur participent à titre personnel et non pas en tant que représentants de leur gouvernement, institution ou organisation.

Équipe de rédaction conjointe du Comité directeur et du Secrétariat du Groupe d'experts de haut niveau

Chef d'équipe: Jennifer Clapp (Comité directeur)

Membres de l'équipe: William Moseley (Comité directeur) et Paola Termine (Secrétariat)

Secrétariat du Groupe d'experts de haut niveau

Coordonnateur: Évariste Nicolétis

Consultante en programmation: Paola Termine

Expert détaché: Qin Yongjun

Appui administratif: Massimo Giorgi

Viale delle Terme di Caracalla

00153 Rome, Italie

Tél.: +39 06 570 52762

www.fao.org/cfs/cfs-home/fr/

✉ : cfs-hlpe@fao.org

Le présent rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition a été approuvé par le Comité directeur du Groupe d'experts.

Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement l'avis officiel du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et de ses membres et participants, ni celui du Secrétariat. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que le HLPE approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

La reproduction du présent rapport et sa diffusion auprès d'un large public sont encouragées. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris didactiques, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion sont à adresser par courriel à copyright@fao.org avec copie à cfs-hlpe@fao.org.

Référencement bibliographique du présent document de synthèse:

HLPE. 2020. Impacts de la covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition: élaborer des mesures efficaces pour lutter contre la pandémie de faim et de malnutrition. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb1000fr>

INTRODUCTION

La pandémie de covid-19 qui s'est propagée rapidement et à grande échelle à travers le monde depuis la fin 2019 a eu de profondes répercussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La crise actuelle a perturbé les systèmes alimentaires¹ et menacé l'accès des populations à la nourriture en raison de multiples dynamiques. À la suite des confinements provoqués par la crise sanitaire mondiale, nous avons constaté une perturbation majeure des chaînes d'approvisionnement alimentaire et un fort ralentissement économique mondial. Ces crises ont entraîné une baisse des revenus et une hausse des prix de certains aliments, ce qui a rendu la nourriture inabordable pour un grand nombre de personnes, entamé le droit à l'alimentation et ralenti les efforts déployés en vue d'atteindre le deuxième objectif de développement durable (ODD), à savoir l'élimination de la faim. La situation est variable, dynamique et caractérisée par un degré élevé d'incertitude. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), les pires effets sont encore à venir (Ghebreyesus, 2020; Khorsandi, 2020). La plupart des analystes en matière de santé prévoient que le virus continuera à circuler pendant au moins une ou deux années (Scudellari, 2020).

Ces dynamiques posent des risques graves pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Selon la dernière édition du rapport *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* (FAO et al., 2020), environ deux milliards de personnes se trouvaient déjà en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave avant le début de la pandémie. Depuis 2014, ces chiffres n'ont cessé de croître, avec une augmentation de 60 millions de personnes en cinq ans. La pandémie de covid-19 fragilise les efforts déployés en vue d'atteindre l'ODD 2. Les dynamiques complexes provoquées par les confinements destinés à contenir la maladie perturbent fortement les systèmes alimentaires, ce qui entraîne une augmentation considérable de la faim. Selon les estimations les plus récentes, entre 83 et 132 millions de personnes supplémentaires (FAO et al., 2020), dont 38 à 80 millions de personnes dans les pays à faible revenu qui dépendent des importations alimentaires (Torero, 2020), souffriront d'insécurité alimentaire directement à cause de la pandémie. Au moins 25 pays, dont le Liban, le Yémen et le Soudan du Sud, risquent de voir leur sécurité alimentaire se détériorer considérablement en raison des impacts socio-économiques secondaires de la pandémie (FAO & WFP, 2020). En Amérique latine, le nombre de personnes nécessitant une aide alimentaire a presque triplé en 2020 (UN, 2020a). La productivité alimentaire pourrait également être touchée à l'avenir, surtout si le virus n'est pas contenu et que les mesures de confinement se poursuivent.

Élaboré à la demande de la Présidence du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, le présent document de synthèse a pour objectif d'apporter un éclairage sur les conséquences de la pandémie de covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition et de contribuer à la préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui se tiendra en 2021. En mars 2020, le Groupe d'experts de haut niveau a publié un document de synthèse sur les conséquences de la pandémie de covid-19 pour la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE, 2020a), et dans son quinzième rapport, publié en juin 2020 (HLPE, 2020b), il a présenté des informations actualisées sur la manière dont la sécurité alimentaire et la nutrition étaient

¹ Les systèmes alimentaires regroupent toutes les activités liées à la production, à la transformation, à la distribution, à la préparation et à la consommation des denrées alimentaires. Les trois composantes des systèmes alimentaires sont les chaînes d'approvisionnement alimentaire, les environnements alimentaires et le comportement des consommateurs (HLPE 12, 2017). Dans le présent document, le terme «agriculture», qui est employé au sens large, comprend l'agriculture, la production animale, la foresterie, la pêche et l'aquaculture, ainsi que les activités connexes.

touchées par la pandémie. Dans les mois qui ont suivi la publication de ces rapports, nous avons vu se concrétiser nombre des préoccupations qui y sont exposées et nous en avons appris davantage sur la complexité des effets de la pandémie dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

L'analyse précédemment fournie par le Groupe d'experts de haut niveau est ici mise à jour et approfondie par un examen plus complet et plus détaillé des principales tendances qui touchent les systèmes alimentaires et qui sont la conséquence de la covid-19 et du confinement qui y est associé. On trouve également dans le présent document une analyse plus poussée des implications qu'a la pandémie pour les différentes dimensions de la sécurité alimentaire (HLPE, 2020b).

Il est essentiel que la communauté mondiale continue à suivre de près la situation, à réagir de manière adéquate pour éviter les pires résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et à examiner attentivement les solutions possibles pour mettre en place des systèmes alimentaires plus résilients et garantir le droit à l'alimentation, afin de réaliser l'ODD 2. Le présent document contient des recommandations (page 14 et suivantes) qui visent à fournir des indications sur la manière de procéder à cette fin.

1. COMMENT LA COVID-19 TOUCHE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

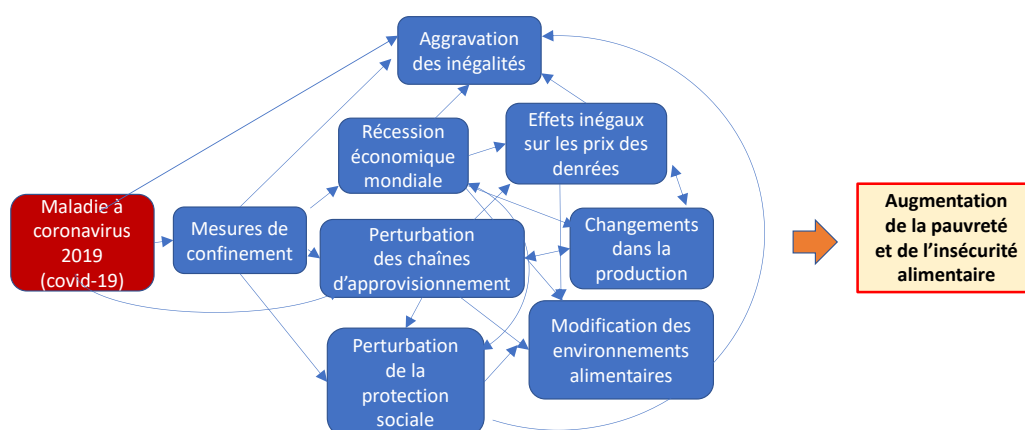
La covid-19 est une maladie respiratoire et rien ne prouve que la nourriture elle-même soit un vecteur de sa transmission (ICMSF, 2020). Cependant, le virus et les mesures prises pour contenir sa propagation ont eu de profondes répercussions sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les systèmes alimentaires. Dans le même temps, la malnutrition (y compris l'obésité) augmente la vulnérabilité à la covid-19. L'incertitude initiale et qui a subsisté concernant la nature de la propagation de la covid-19 a conduit à la mise en œuvre de politiques strictes de confinement et de distanciation physique dans un certain nombre de pays. Ces mesures ont provoqué un grave ralentissement de l'activité économique et ont perturbé les chaînes d'approvisionnement, ce qui a créé de nouvelles dynamiques avec des effets en cascade sur les systèmes alimentaires et sur la sécurité alimentaire et la nutrition des populations. Nous présentons ci-après un aperçu de ces dynamiques. Nous soulignons ensuite comment ces tendances influent sur les six dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité, utilisation, stabilité, agencité et durabilité) qui ont été présentées par le Groupe d'experts de haut niveau dans son quinzième rapport (HLPE, 2020b) et qui sont essentielles pour garantir le droit à l'alimentation.

a. Les dynamiques provoquées par la pandémie ont des répercussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition

Un certain nombre de dynamiques qui se recoupent et se renforcent ont fait leur apparition et, jusqu'à présent, leurs effets se font sentir sur les systèmes alimentaires, la sécurité alimentaire et la nutrition. Il s'agit notamment des perturbations des chaînes d'approvisionnement alimentaire, de la perte de revenus et de moyens de subsistance, de l'aggravation des inégalités, des perturbations des programmes de protection sociale, de l'altération des environnements alimentaires et de l'inégalité des prix alimentaires au niveau local (voir, par exemple, Klassen et Murphy, 2020; Clapp et Moseley, 2020; Laborde et al., 2020). En outre, étant donné le degré élevé d'incertitude autour du virus et de son évolution, des menaces pourraient peser à l'avenir sur la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment la possibilité d'une baisse de la productivité et de la production alimentaires, en fonction de la gravité et de la durée de la pandémie et des

mesures prises pour la contenir. On trouvera ci-après un bref aperçu de ces dynamiques, qui sont également représentées dans la figure 1. Ces effets se manifestent de différentes manières au fur et à mesure que les conséquences de la pandémie à court, moyen et long terme apparaissent, comme illustré de manière succincte à la figure 2.

FIGURE 1 | Les dynamiques de la covid-19 qui menacent la sécurité alimentaire et la nutrition



Source: auteurs.

Perturbations des chaînes d'approvisionnement

Les mesures de confinement ont entraîné des perturbations majeures des chaînes d'approvisionnement alimentaire, qui ont pesé sur la disponibilité, le prix et la qualité des aliments (Barrett, 2020). La fermeture de restaurants et d'autres établissements de restauration a entraîné une forte baisse de la demande de certains aliments périssables, notamment des produits laitiers, des pommes de terre et des fruits frais, ainsi que de produits spécialisés comme le chocolat et certaines pièces de viande à valeur élevée (Lewis, 2020; Terazono et Munshi, 2020). Lorsque les mesures de confinement liées à la pandémie sont entrées en vigueur dans de nombreux pays durant les mois de mars à mai 2020, les médias ont largement fait état de produits alimentaires jetés ou réintroduits dans les champs en raison de l'effondrement de la demande ou des difficultés à acheminer ces aliments vers les marchés (Yaffe-Bellany et Corkery, 2020). Les agriculteurs qui ne disposaient pas d'installations de stockage adéquates, y compris de chambres froides, se sont retrouvés avec des aliments qu'ils ne pouvaient pas vendre.

Les mesures de confinement ont particulièrement touché la circulation des denrées alimentaires dans les circuits du commerce international. Avec la fermeture des frontières et la baisse de la demande de certains produits alimentaires, les producteurs qui dépendent de la vente de leurs récoltes sur des marchés d'exportation éloignés étaient très vulnérables, en particulier les producteurs qui se concentrent sur des produits alimentaires et agricoles périssables, comme les fruits et légumes frais ou des cultures spécialisées, comme le cacao (Clapp et Moseley, 2020). Dans les premiers mois de l'épidémie de covid-19, certains pays exportateurs de denrées

alimentaires ont également imposé des restrictions à l'exportation de denrées de base essentielles comme le riz et le blé, ce qui a perturbé la circulation mondiale de ces denrées et entraîné une hausse de leur prix par rapport à d'autres (Laborde et al., 2020). Certains pays, notamment ceux qui connaissent une forte prévalence de l'insécurité alimentaire, sont très dépendants des importations de denrées alimentaires et des exportations de produits de base (FAO et al., 2019), ce qui peut les rendre particulièrement vulnérables à ces types de perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Bon nombre de ces restrictions à l'exportation ont été levées en août 2020, mais le risque demeure que ces restrictions soient réimposées, en fonction de la gravité de toute flambée future de la maladie et de la réinstauration de mesures de confinement.

Les chaînes d'approvisionnement alimentaire ont également été perturbées lorsque la maladie a touché de plein fouet les travailleurs du système alimentaire, ce qui a entraîné des arrêts de travail et la fermeture de certaines installations de transformation des aliments, comme celles servant au conditionnement de la viande (CFS, 2020; Stewart et al., 2020). La production alimentaire à forte intensité de main-d'œuvre a également beaucoup souffert de l'épidémie de covid-19 qui a frappé les travailleurs du système alimentaire, notamment les systèmes de production qui dépendent des travailleurs agricoles migrants (comme il en sera question plus en détail ci-après). Ces travailleurs ont des difficultés à voyager et travaillent souvent dans des espaces exigus dans les exploitations agricoles et les installations de production alimentaire, dont certaines ont dû fermer temporairement pour contenir les épidémies (Haley et al., 2020).

Ces perturbations des chaînes d'approvisionnement ont eu des répercussions sur la disponibilité des denrées alimentaires dans certains cas, notamment lorsque ces denrées n'ont pas pu atteindre les marchés, ce qui a entraîné une hausse des prix de certains produits devenus rares, comme indiqué ci-après. La qualité des environnements alimentaires a également été touchée, ce qui a conduit à des pénuries de fruits et légumes frais, dont il est également question ci-après.

Récession économique mondiale et pertes de revenus connexes

La pandémie de covid-19 a déclenché une récession économique mondiale qui a fait chuter de façon spectaculaire les moyens de subsistance et les revenus à l'échelle mondiale (World Bank, 2020a). La baisse du pouvoir d'achat qui en a résulté pour ceux qui ont perdu leurs revenus a eu un impact majeur sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en particulier pour les populations qui étaient déjà vulnérables. Les personnes travaillant dans l'économie informelle sont particulièrement touchées. En Amérique latine, par exemple, plus de 50 pour cent des emplois se trouvent dans le secteur informel (FAO & CELAC, 2020). Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), plus de 400 millions d'emplois équivalents temps plein ont été perdus au cours du deuxième trimestre 2020 à la suite des mesures de confinement mises en place par plusieurs pays (ILO, 2020a). Les pays en développement en particulier ont été profondément touchés, car ils entraient déjà en récession à la fin de 2019 (UNCTAD, 2020a). La croissance mondiale devrait chuter de façon spectaculaire en 2020, diverses estimations faisant état d'une baisse de l'ordre de 5 à 8 pour cent pour l'année (IMF, 2020; OECD, 2020). Au niveau mondial, les envois de fonds, qui constituent une source de financement importante dans les pays en développement, devraient diminuer d'environ 20 pour cent d'après les données de la Banque mondiale (World Bank, 2020a).

Toujours selon les estimations de la Banque mondiale, 71 à 100 millions de personnes supplémentaires risquent de tomber dans l'extrême pauvreté comme conséquence directe de la pandémie d'ici la fin de 2020 (World Bank, 2020a). Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), 130 millions de personnes supplémentaires souffriront de la faim aiguë à la suite de la

crise, ce qui représentera pratiquement un doublement par rapport aux 135 millions de personnes qui sont aujourd'hui frappées par ce fléau (Khorsandi, 2020). Un certain nombre de foyers de famine grave sont déjà apparus. Selon des rapports de l'ONU, environ 45 millions de personnes se sont trouvées en situation d'insécurité alimentaire aiguë entre février et juin 2020, principalement en Asie et en Afrique subsaharienne (UN, 2020b).

La demande alimentaire s'étant contractée en raison de la baisse des revenus, les moyens de subsistance des producteurs et des travailleurs des systèmes alimentaires sont encore plus fragilisés: on estime à 451 millions la perte d'emplois dans les systèmes alimentaires, soit 35 pour cent de l'emploi structuré (Torero, 2020). De même, l'ONU estime que la pandémie menace environ un tiers des moyens de subsistance au sein des systèmes alimentaires (UN, 2020b).

Aggravation des inégalités sociales

Le ralentissement économique mondial déclenché par la pandémie, ainsi que la propagation de la maladie elle-même, ont exacerbé les inégalités sociales existantes dans la plupart des pays (Ashford et al., 2020). Ces inégalités entament les droits et compromettent l'accès aux besoins fondamentaux tels que la nourriture, l'eau et les soins de santé, et l'accès aux emplois et aux moyens de subsistance, autant d'éléments qui ont tous des implications sur la sécurité alimentaire et la nutrition. L'insécurité alimentaire touche déjà de manière disproportionnée les personnes pauvres et victimes de discrimination sociale, et ce sont ces mêmes personnes qui courent le plus grand risque de contracter la covid-19 et qui ont le moins accès aux services de soins de santé (Klassen et Murphy, 2020). La covid-19 a également exacerbé les inégalités en matière d'accès aux sources d'eau potable et aux installations sanitaires de base. Selon l'OMS, une personne sur trois n'a pas accès à l'eau potable et aux installations de base pour se laver les mains (WHO, 2020b). Les personnes n'ayant pas accès à ces services, qui sont essentiels pour la santé et la préparation d'aliments sains, sont plus susceptibles de contracter la maladie, ce qui aggrave les inégalités existantes (Ekumah et al., 2020).

De nombreux travailleurs du système alimentaire font face à des conditions de travail précaires et dangereuses, qui ont été exacerbées par la crise de la covid-19. Ces travailleurs sont souvent mal payés et ne disposent pas de matériel de protection (Klassen et Murphy, 2020), et dans certaines régions, comme en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et du Sud-Est et dans certains pays d'Amérique latine, la majorité d'entre eux travaillent dans le cadre d'arrangements informels (ILO, 2020b). Dans de nombreux pays, l'agriculture dépend des travailleurs migrants, dont beaucoup sont recrutés sur la base de contrats de travail occasionnels qui leur confèrent peu de droits et les rendent vulnérables à l'exploitation (FAO, 2020a). Ainsi, les travailleurs migrants sont souvent confrontés à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire et ont peu accès aux soins de santé et aux mesures de protection sociale. Les travailleurs migrants du secteur alimentaire ont connu une incidence plus élevée d'infection à la covid-19 par rapport aux autres populations (Klassen et Murphy, 2020), notamment parce qu'ils sont plus exposés au virus en raison du manque d'espace auquel ils sont confrontés sur leur lieu de travail, dans les transports et dans leurs logements (Guadagno, 2020). Dans certains pays, les mesures de confinement ont été assorties de suspensions temporaires des droits des travailleurs, comme le montrent des informations publiées par le Parlement européen et la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (European Parliament, 2020; IFES, 2020, en ligne).

Les inégalités entre les sexes ont également été exacerbées par la crise étant donné que les femmes assument des charges supplémentaires pendant la covid-19, celles-ci étant en première ligne dans le domaine de la santé et de l'alimentation, des travaux domestiques non rémunérés et des tâches d'intérêt général, qui ont augmenté pendant les confinements (McLaren et al.,

2020; Power, 2020). Les femmes sont également exposées à une augmentation de la violence conjugale en raison de la récession et de la quarantaine à domicile lorsque des mesures de confinement sont en place (FAO, 2020b; WHO, 2020a). Ces inégalités touchent les femmes et leur rôle prépondérant dans les systèmes alimentaires, notamment en tant qu'actrices principales assurant la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages, ainsi qu'en tant que productrices d'aliments, responsables d'exploitations agricoles, négociantes en produits alimentaires et travailleuses salariées. Selon la FAO, les activités agricoles des femmes rurales ont été plus touchées que celles des hommes (FAO, 2020b). Cette dimension hommes-femmes est importante car les femmes, dans leur rôle de soignantes des malades, des enfants et des personnes âgées, sont probablement plus exposées à la covid-19, ce qui a des répercussions sur la production, la transformation et le commerce des aliments (Moseley, 2020).

Perturbation des programmes de protection sociale

La pandémie a perturbé les programmes de protection sociale, ce qui a également des répercussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Lorsque les confinements ont été instaurés, la plupart des écoles ont été fermées, ce qui a entraîné la suppression des programmes de repas scolaires dans les pays à faible revenu comme dans les pays à revenu élevé. Le PAM estime que 370 millions d'enfants ont perdu l'accès aux repas scolaires en raison des fermetures d'écoles à la suite de la pandémie (WFP, 2020a). Dans certains pays, les gouvernements et le PAM mettent au point d'autres moyens d'apporter aux enfants en âge d'aller à l'école une aide alimentaire, notamment des rations à emporter chez eux, des bons et des transferts d'argent (WFP, 2020b). Bien que d'autres modalités de repas scolaires (comme au Cameroun [WFP, 2020c]) puissent combler cette lacune dans certains cas, ces possibilités n'existent pas toujours, ce qui alourdit alors la charge financière des ménages pauvres qui sont à la peine pour nourrir leur famille (Moseley et Battersby, 2020).

La récession économique mondiale, provoquée par la pandémie et les mesures prises pour l'endiguer, a également mis à rude épreuve les capacités des gouvernements à fournir une protection sociale aux personnes les plus touchées par la crise (FAO et WFP, 2020). En avril, les gouvernements du G20 ont proposé de geler les paiements du service de la dette de 73 des pays les plus pauvres, une initiative approuvée par les gouvernements du G7, afin de libérer des fonds pour faire face aux retombées de la pandémie. La mise en œuvre complète de cette initiative s'est toutefois révélée difficile, ce qui a affaibli la capacité des pays les plus pauvres à fournir une protection sociale à leurs populations pendant cette crise. Selon la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique, le continent a besoin de 100 milliards de dollars des États-Unis pour financer sa réponse en matière de santé et de sécurité (Sallent, 2020). La plupart des pays ont ou auront besoin d'emprunter de l'argent pour financer leur stratégie, mais malheureusement plusieurs d'entre eux sont limités dans le montant qu'ils peuvent emprunter par des ratios dette/PIB déjà élevés (Sallent, 2020).

Modification des environnements alimentaires

La pandémie a profondément modifié l'environnement alimentaire. Les mesures de confinement et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement décrites précédemment ont modifié le contexte et donc la manière dont les gens coopèrent et interagissent avec le système alimentaire pour acquérir, préparer et consommer des aliments. La fermeture des restaurants et des stands de restauration a fait que les personnes qui dépendaient d'aliments préparés en dehors de la maison pour leurs repas se sont soudainement retrouvées à cuisiner chez elles. Mais en raison des rigidités des chaînes d'approvisionnement, les aliments qui étaient auparavant produits et

emballés spécialement pour la restauration étaient difficiles à reconditionner pour la vente au détail et l'utilisation à domicile.

Au fur et à mesure de la propagation de la pandémie de covid-19, de nombreux pays ont décidé de fermer les marchés alimentaires informels, que les gouvernements considéraient comme des espaces de transmission potentielle de la maladie, reflétant un parti pris de «formalité» dans la santé publique et la politique alimentaire (Battersby, 2020). Les marchés informels sont extrêmement importants en tant que sources de nourriture et de moyens de subsistance dans les pays en développement (Young et Crush, 2019). En Afrique du Sud, les points de vente au détail formels, qui vendent des aliments transformés et emballés, ont été autorisés à rester ouverts tandis que les marchés alimentaires informels et en plein air, qui vendent généralement plus de fruits et légumes frais, ont été fermés (même si les marchés en plein air sont en fait plus sûrs en termes de transmission de personne à personne [Moseley et Battersby, 2020]). Cette décision a été particulièrement préjudiciable aux pauvres qui dépendent davantage de ces marchés pour leur alimentation, car ils peuvent acheter des produits et des denrées alimentaires en plus petites quantités. À la suite de la pression exercée par les universitaires et la société civile, ces marchés ont finalement été autorisés à rouvrir.

Différentes mesures ont été prises pour faire face à ces changements. Une étude récente montre que les ménages pauvres ont tendance à dépenser moins en fruits et légumes frais à forte teneur en micronutriments et à dépenser plus pour des aliments de base moins riches en nutriments, en conséquence directe de la pandémie (Laborde, Martin et Vos, 2020). D'autres études ont également montré que la consommation d'aliments plus transformés augmente (Bracale et Vaccaro, 2020). Parallèlement, en Amérique du Nord, on a constaté un regain d'intérêt pour les adhésions à des programmes d'agriculture soutenue par la communauté, car les gens sont de plus en plus préoccupés par la sécurité sanitaire des aliments achetés dans les supermarchés et souhaitent un accès plus direct aux fruits et légumes frais (Worstell, 2020), ainsi qu'aux produits à base de viande et de poisson. Les exploitations agricoles participant à ces programmes n'ont toutefois pas été en mesure de répondre à toute cette demande. L'intérêt pour le jardinage domestique et collectif s'est également accru, car les gens ont cherché à cultiver leur propre nourriture pour assurer leur sécurité alimentaire et leur nutrition (Lal, 2020). Ces changements dans l'environnement alimentaire ont eu des impacts variables sur la diversité alimentaire et la nutrition.

Augmentation des prix des denrées alimentaires au niveau local

Les stocks mondiaux de céréales ont atteint des niveaux presque records et les prix mondiaux des produits alimentaires de base ont globalement baissé au cours des premiers mois de la pandémie. Toutefois, les tendances générales de l'indice des prix des denrées alimentaires masquent une grande variabilité des prix des produits alimentaires à la suite des confinements. Au départ, les prix de la viande, des produits laitiers, du sucre et de l'huile végétale ont fortement chuté, tandis que les prix des céréales sont restés stables. Avec l'aggravation de la pandémie, les tendances des prix ont évolué, avec une augmentation des prix de la viande, par exemple, car les travailleurs du secteur de l'emballage de la viande ont connu des taux de maladie élevés dans certains pays et les usines de transformation de la viande ont fermé temporairement afin de stopper la transmission de la maladie parmi les travailleurs (Waltenburg et al., 2020; Fédération européenne des syndicats de l'alimentation, de l'agriculture et du tourisme [EFFAT], 2020).

En outre, les dynamiques de la pandémie ont influé sur les prix à l'échelle locale, notamment avec une augmentation des prix des denrées alimentaires dans certains pays, dont ceux qui dépendent des importations (Espitia et al., 2020). Par exemple, le prix des denrées alimentaires a augmenté

de près de 50 pour cent au Venezuela et au Guyana à partir de la fin juillet 2020, contre seulement 2,6 pour cent au Kenya (FAO, 2020c). Cet impact inégal sur les prix des denrées alimentaires est le résultat de plusieurs facteurs complexes, notamment les restrictions à l'exportation imposées initialement sur certaines cultures céréalières telles que le riz et le blé par plusieurs pays exportateurs, comme indiqué précédemment (Laborde et al., 2020). Dans le cas du riz, par exemple, les prix ont augmenté en Thaïlande, au Vietnam et aux États-Unis de 32, 25 et 10 pour cent respectivement, entre février et mi-avril 2020 (Katsoras, 2020). La dépréciation de la monnaie dans les pays touchés par la récession mondiale a également contribué à l'augmentation des prix des aliments à l'échelle locale pour les pays qui dépendent des aliments importés (UNCTAD, 2020a).

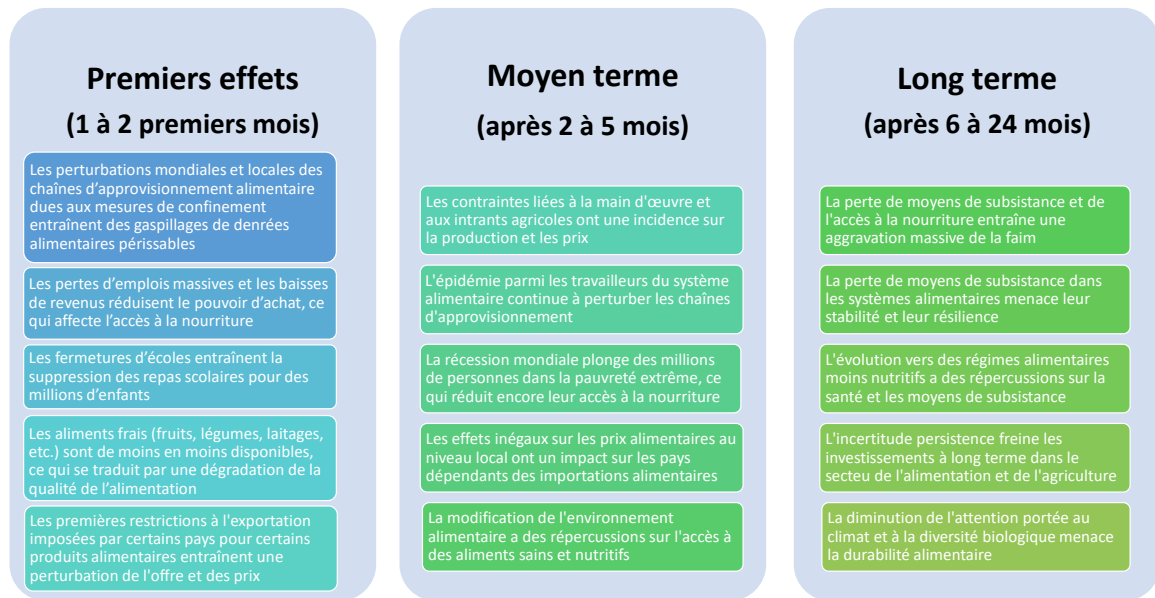
L'augmentation des prix des denrées alimentaires a également résulté des effets des perturbations des chaînes d'approvisionnement sur le coût du transport maritime (FAO, 2020c). Ces hausses de prix au niveau local ont un impact direct sur la sécurité alimentaire et la nutrition, car la nourriture devient plus coûteuse et plus difficile d'accès, en particulier pour les personnes ayant des revenus limités.

Possibilités de changements dans la production

Comme indiqué plus haut, les stocks mondiaux de céréales se situaient à des niveaux presque records au début de 2020 et il n'y a pas eu globalement de pénurie alimentaire. Les dynamiques décrites précédemment pourraient toutefois changer en raison du degré élevé d'incertitude entourant le virus, son évolution et son impact sur la société. Elles pourraient peser sur les niveaux de production à l'avenir, en fonction de la durée des mesures de confinement liées à la pandémie, de leur répétition éventuelle et de l'incertitude quant au calendrier et à l'étendue de ces mesures.

Les cultures à forte intensité de main-d'œuvre, pour lesquelles il est souvent fait appel à des travailleurs migrants dans certains pays, en particulier pour les produits horticoles tels que les fruits et légumes frais, risquent d'être plus touchées par les perturbations mentionnées précédemment. La production, la transformation et l'exportation de produits horticoles ont connu une croissance spectaculaire dans de nombreux pays en développement au cours des dernières décennies (Van den Broeck et Maertens, 2016), et ces pays pourraient connaître des chocs de production dus à des pénuries de main-d'œuvre et à des problèmes de transport, ce qui pourrait avoir une incidence sur les revenus et, partant, sur l'accès à la nourriture. La production céréalière, en particulier dans les pays industrialisés où le matériel est fortement immobilisé, risque moins d'être touchée (Schmidhuber et Qiao, 2020). Les chaînes d'approvisionnement en intrants agricoles, tels que les semences et les engrais, ont également été touchées par les mesures de confinement, ce qui a entraîné un phénomène de raréfaction et de hausse des coûts, comme cela a déjà été signalé en Chine et en Afrique de l'Ouest (Arouna et al., 2020; Pu et Zhong, 2020).

FIGURE 2 | L'impact de la covid-19 sur les systèmes alimentaires au fil du temps



Source: adapté de Clapp, 2020.

b. Implications pour les six dimensions de la sécurité alimentaire

Les dynamiques décrites précédemment ont une incidence complexe sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Dans son rapport sur l'exposé des faits global, le Groupe d'experts de haut niveau met en avant six dimensions de la sécurité alimentaire, en proposant d'ajouter *l'agencéité* et *la durabilité* comme dimensions clés aux quatre «piliers» traditionnels que sont la *disponibilité*, *l'accessibilité*, *la stabilité* et *l'utilisation* dans le domaine alimentaire (HLPE, 2020b). La pandémie de covid-19 touche chacune de ces dimensions ou a été touchée par chacune d'entre elles, ce qui illustre combien ces dimensions jouent un rôle important dans l'interprétation des implications de la crise en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, y compris les dimensions d'agencéité et de durabilité qu'il est proposé d'ajouter. Ces liens sont brièvement examinés ci-après et illustrés à la figure 3.

Disponibilité: si les stocks mondiaux de céréales étaient relativement élevés au début de la pandémie et restent importants, cette situation au niveau mondial cache une variabilité au niveau local qui pourrait évoluer au fil du temps. Dans les pays à revenu élevé, la production céréalière, qui tend à être fortement mécanisée, nécessite peu de main-d'œuvre, ce qui la rend moins vulnérable aux épidémies parmi les ouvriers agricoles. En revanche, la production céréalière dans les petites exploitations des pays à faible revenu repose davantage sur la main-d'œuvre, qui est majoritairement féminine. Contrairement aux céréales, les chaînes d'approvisionnement en horticulture, en produits laitiers et en viande sont plus vulnérables aux effets de la covid-19 dans les pays à revenu élevé, car elles reposent davantage sur la main-d'œuvre et sont plus exposées aux maladies des travailleurs de l'industrie alimentaire, sans oublier que la concentration des entreprises donne lieu à des exploitations agricoles et des installations de transformation de plus grande envergure où les épidémies peuvent se propager rapidement. Les ruptures d'intrants agricoles dans les chaînes d'approvisionnement pourraient également avoir des répercussions sur la production alimentaire à l'avenir.

Accessibilité: l'accès à la nourriture a sans doute été, plus que tout autre aspect de la sécurité alimentaire, le plus touché par la crise de la covid-19. La récession économique mondiale provoquée par les confinements a eu un impact très négatif sur la capacité des gens à accéder à la nourriture. Alors que la crise s'éternise, les stratégies d'adaptation à court terme (par exemple, l'épargne, la vente d'animaux et d'actifs) atteignent leurs limites ou ont été épuisées, et dans les pays en développement, la capacité à fournir des filets de sécurité sociale étendus est limitée (Gerard et al., 2020). Les ménages pauvres disposent de budgets serrés et n'ont que peu ou pas de marge pour leurs dépenses. Cela signifie que, en l'absence de filets de sécurité sociale, les dépenses alimentaires ont diminué à mesure que les revenus ont baissé pendant la pandémie de covid-19. Ces pertes ont touché les travailleurs faiblement rémunérés, certains agriculteurs, ainsi que les commerçants et vendeurs ambulants. Les hausses des prix des denrées alimentaires, lorsqu'elles se sont produites, ont directement entamé la capacité des ménages à acheter suffisamment de nourriture. Les comorbidités ont également eu un impact profond sur certaines populations, en particulier les groupes marginalisés, car elles ont aggravé leur vulnérabilité à la covid-19, ce qui a entraîné une hausse des taux de mortalité et de morbidité, avec des conséquences sur le travail, les revenus et l'accès à la nourriture pour les groupes à faibles revenus (Moseley et Battersby, 2020).

Utilisation: la pandémie a eu des répercussions importantes sur l'utilisation et la nutrition. Une bonne nutrition est essentielle pour soutenir le système immunitaire humain et réduire le risque d'infections. Cependant, comme la capacité des personnes à accéder à la nourriture a diminué pendant la crise, cela a eu un impact négatif sur leur faculté à se nourrir sainement (FAO et al., 2020). Cet impact se fait particulièrement sentir dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire où les gens consacrent généralement une plus grande part de leur revenu à l'alimentation que dans les pays à revenu élevé, les ménages les plus pauvres consacrant généralement entre 50 et 80 pour cent de leur revenu à l'alimentation (FAO, 2011). Comme indiqué précédemment, l'augmentation de la consommation d'aliments transformés et la diminution de celle des fruits et légumes pendant la crise contribuent également à une mauvaise alimentation. Ce type d'évolution du régime alimentaire pourrait avoir des retombées supplémentaires, car les personnes souffrant de malnutrition, sous quelque forme que ce soit, ont plus de risques de contracter la maladie et de présenter des complications (Micha et al., 2020). L'accès à l'eau potable et à des installations sanitaires sûres est essentiel pour garantir une bonne hygiène et préparer les repas dans de bonnes conditions sanitaires, deux facteurs essentiels pour assurer une bonne nutrition, mais la pandémie a creusé les inégalités en matière d'accès à ces services fondamentaux, ce qui a eu des répercussions sur la nutrition tout en augmentant le risque de maladie.

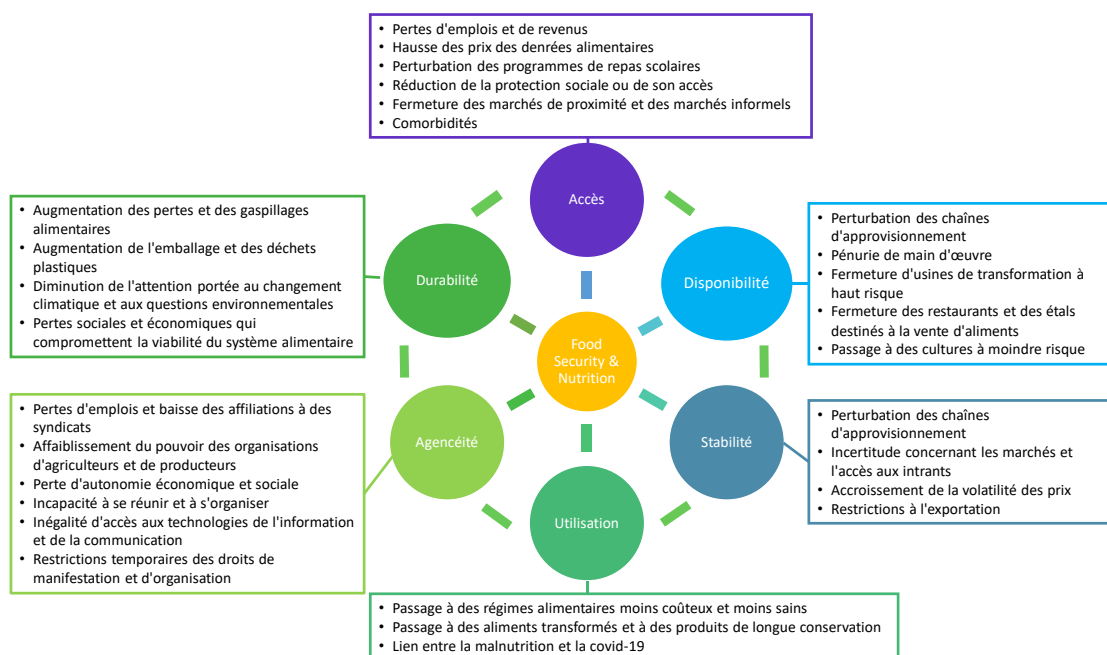
Stabilité: les graves perturbations des chaînes d'approvisionnement alimentaire mentionnées précédemment ont une incidence sur la stabilité de l'approvisionnement et de l'accès à la nourriture dans le monde (Bene, 2020). Les restrictions à l'exportation imposées sur des denrées de base comme le blé et le riz ont entraîné une hausse des prix mondiaux de ces cultures, par rapport aux prix des autres denrées alimentaires, qui ont généralement baissé (FAO, 2020c). Bien que la plupart des restrictions à l'exportation de denrées alimentaires imposées par la covid-19 aient été temporaires, le risque demeure que les pays imposent de nouvelles restrictions à l'exportation (Espitia et al., 2020). La tendance à la hausse des prix des denrées alimentaires observée dans certains endroits nuit également à la stabilité du système alimentaire et contribue à l'incertitude économique actuelle, ce qui a favorisé ces tendances car elle diminue la valeur des devises et présente un risque permanent pour la stabilité des marchés alimentaires mondiaux. Les incertitudes qui pèsent sur l'évolution de la pandémie et des mesures restrictives influencent

également la capacité et la volonté des personnes et des entreprises à investir dans le secteur agroalimentaire (UNCTAD, 2020b).

Agencéité: les participants les plus marginalisés du système alimentaire, notamment les producteurs et les travailleurs du système alimentaire, ont eu peu de moyens d'action au fur et à mesure que la crise se déroulait. Comme indiqué précédemment, les producteurs et les travailleurs du système alimentaire, qui ont été en première ligne et ont été davantage frappés par la maladie, ont également été les plus touchés par les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. La perte d'emplois et de moyens de subsistance a un effet négatif sur l'agencéité, par exemple parce qu'elle affaiblit l'adhésion aux syndicats de travailleurs ainsi que la capacité des syndicats à défendre les droits des travailleurs qui peuvent avoir perdu leurs contrats officiels. Les jeunes et les femmes ont été touchés de manière disproportionnée par ces impacts. Les mesures de distanciation physique et de confinement, ainsi que les mesures d'urgence prises par le gouvernement dans certains cas, ont limité l'action collective et la capacité à s'organiser. La pandémie a également eu des répercussions négatives sur l'autonomisation économique et sociale des femmes, ce qui limite leur capacité d'agir (FAO, 2020b).

Durabilité: la pandémie est liée à la dimension de durabilité de la sécurité alimentaire de manière complexe. Le développement de l'agriculture industrielle est associé à une prévalence croissante des zoonoses, ces maladies qui se transmettent des animaux aux humains et dont la covid-19 est un excellent exemple (Everard et al., 2020). La fragilité des écosystèmes, en particulier la dégradation des habitats de la faune sauvage, est largement considérée comme un facteur clé d'une interaction plus étroite entre l'homme et les animaux sauvages, qui augmente les possibilités de transmission de maladies entre eux. Une fois que la maladie a commencé à se propager largement, les premières étapes des mesures de confinement, mentionnées précédemment, ont entraîné une augmentation spectaculaire du gaspillage alimentaire en raison de la fermeture de restaurants et de la baisse de la demande de certains types d'aliments (Sharma et al., 2020). La pandémie a également entraîné une augmentation de l'utilisation des emballages alimentaires en plastique à usage unique et des sacs de transport, qui ne se recyclent pas facilement (Vanapalli et al., 2020). Elle augmente également le risque que l'attention et le financement soient détournés du changement climatique et des préoccupations environnementales telles que la perte de biodiversité (Barbier et Burgess, 2020), ce qui peut nuire à la durabilité à long terme du système alimentaire. Les pertes sociales et économiques, la modification des modalités de production et la perte d'emplois et de moyens de subsistance causées par la pandémie ont également une incidence sur la viabilité à long terme des systèmes alimentaires.

FIGURE 3 | L'impact des dynamiques du système alimentaire dues à la covid-19 sur les six dimensions de la sécurité alimentaire



Source: auteurs.

2. RECOMMANDATIONS

Dans son rapport sur l'exposé des faits global, le Groupe d'experts de haut niveau a préconisé de mettre en place **quatre changements stratégiques urgents** afin d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition et de garantir le droit à l'alimentation (HLPE, 2020b). La pandémie de covid-19 montre très clairement pourquoi ces changements sont nécessaires.

Le premier changement stratégique est une **transformation des systèmes alimentaires dans leur ensemble**. Concrètement, cela signifie qu'il faut passer d'un objectif unique d'augmentation de l'approvisionnement alimentaire par une production et une exportation spécialisées à des changements fondamentaux qui visent à diversifier les systèmes alimentaires, autonomiser les groupes vulnérables et marginalisés et promouvoir la durabilité dans tous les aspects des chaînes d'approvisionnement alimentaire, de la production à la consommation. Comme le montre clairement la nature de l'impact de la pandémie sur la sécurité alimentaire et la nutrition, l'augmentation de la production alimentaire ne suffit pas à elle seule pour faire face à cette crise.

Le deuxième changement consiste à **élaborer les politiques alimentaires qui tiennent compte des liens entre les systèmes**, et qui veillent, par exemple, à ce que les systèmes alimentaires, les systèmes écologiques et les systèmes économiques créent des synergies positives, au lieu d'aller à contre-courant les uns des autres. La pandémie a montré de manière manifeste qu'il fallait tenir compte des liens qui existaient entre les systèmes, car les dynamiques complexes qui résultent des liens entre les écosystèmes et les systèmes alimentaires ont entraîné une augmentation de l'incidence des zoonoses, elle-même due à l'expansion de l'agriculture industrielle. La maladie est liée aux systèmes alimentaires de manière complexe. En outre, les mesures de confinement entraînent d'énormes changements économiques, qui ont une incidence directe sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Le troisième changement consiste à **mieux comprendre l'interaction complexe des différentes formes de malnutrition** qui se produisent simultanément au sein des sociétés, notamment la faim et la sous-alimentation, mais aussi l'obésité et les carences en micronutriments. La pandémie a montré clairement que ce changement était nécessaire, car les personnes souffrant de malnutrition, sous quelque forme que ce soit, sont plus vulnérables à la maladie.

Enfin, les politiques alimentaires porteuses de changement doivent également être souples pour permettre la mise en place d'approches diverses, afin de **tenir pleinement compte des particularités de chaque contexte**. Ce quatrième changement est très important, car l'impact de la pandémie sur la sécurité alimentaire et la nutrition varie selon les lieux, les populations et les groupes, notamment l'impact sur les travailleurs du système alimentaire, les agriculteurs de différents pays et les différentes cultures ainsi que les impacts différenciés selon le sexe et les populations dans les contextes de crise.

Les recommandations ci-après viennent appuyer ces grands changements. Si certaines de ces recommandations portent sur des préoccupations qui se sont fait jour à court, moyen et long terme, la plupart portent non pas sur des problèmes à court terme, mais sur le renforcement de la résilience à long terme.

1. Mettre en œuvre des programmes de protection sociale ciblés plus solides pour améliorer l'accès à des aliments sains et nutritifs

Si les gouvernements connaissent sans doute des contraintes budgétaires, ce n'est pas le moment de réduire les programmes de protection sociale, en particulier ceux qui améliorent l'accès des ménages à une alimentation saine et nutritive. L'aide au revenu, les bons d'achat alimentaire destinés aux ménages, les protections contre l'expulsion des locataires, l'aide au logement et les programmes de repas scolaires se sont tous révélés être des moyens de soutien efficaces dans certains contextes sociaux (Gerard et al., 2020). Les bons d'achat alimentaire devraient pouvoir être utilisés sur les marchés formels et informels pour l'achat de fruits et légumes. Dans les cas où les écoles sont fermées pendant de longues périodes en raison de la covid-19, les gouvernements doivent trouver des solutions créatives pour remplacer les repas scolaires (WFP, 2020b). Dans d'autres cas, les programmes d'emploi dans les travaux publics ont permis aux gouvernements de construire ou d'entretenir des infrastructures vitales et de fournir des emplois en période de récession économique. Cependant, les organismes doivent prendre conscience du fait que les programmes «nourriture contre travail» posent des problèmes dans les zones rurales lorsqu'ils interfèrent avec les calendriers des travaux agricoles. Dans les zones où l'approvisionnement alimentaire a été fortement perturbé, l'aide alimentaire d'urgence est vitale. Malheureusement, la communauté internationale n'a pas réussi à fournir l'aide nécessaire pour cette année (Khorsandi, 2020).

On trouvera ci-après quelques mesures prioritaires:

- Fournir, dans la mesure du possible, une aide alimentaire d'urgence adéquate pour les achats locaux et régionaux de denrées alimentaires.
- Alléger la dette des gouvernements qui peinent à maintenir des filets de sécurité sociale indispensables.
- Maintenir des filets de sécurité sociale solides, compte tenu du fait que les dépenses alimentaires des ménages augmentent et diminuent par rapport à d'autres dépenses (par exemple le logement, les soins de santé, l'éducation).
- Concevoir des programmes d'aide alimentaire qui fournissent un accès adéquat à une alimentation saine, et pas uniquement suffisante en calories.

- Proposer, dans la mesure du possible, des solutions pour remplacer les programmes de repas scolaires lorsque les écoles sont fermées.
- Lors de la conception et de la mise en œuvre des filets de sécurité sociale, prévoir un accès adéquat aux soins de santé, y compris aux services de santé mentale.

2. Assurer une meilleure protection des travailleurs du système alimentaire et des agriculteurs vulnérables et marginalisés qui sont touchés de manière disproportionnée par la crise

La pandémie de covid-19 a montré clairement que les travailleurs du système alimentaire jouaient un rôle crucial en situation d'urgence. Cependant, bien qu'ils soient essentiels, ces travailleurs ne sont pas toujours protégés par le droit du travail, car la législation en la matière est faible dans de nombreux pays (Yeshanew, 2018). Étant donné que les systèmes alimentaires dépendent dans une grande mesure de divers types de main-d'œuvre, comme celle travaillant dans les petites exploitations agricoles familiales ou la transformation alimentaire et la main-d'œuvre agricole migrante, il est essentiel de veiller à ce que tous ces travailleurs, y compris la main-d'œuvre migrante, bénéficient de droits clairs et protégés dans le cadre de la législation nationale, conformément aux normes reconnues au niveau international. Cela comprend l'accès à des conditions de travail sûres et à des congés de maladie payés, à la protection sociale et à des conditions de vie adéquates qui garantissent sécurité et bien-être, y compris pour les travailleurs migrants (World Bank, 2020b). Afin de réduire la vulnérabilité des petits agriculteurs, il est essentiel d'élargir leur accès à la protection sociale, y compris à l'assurance maladie, aux transferts visant à atténuer les pertes de revenus et aux mesures de soutien à la production, par exemple, la distribution de semences (FAO, 2020d). De telles mesures de protection renforceront la résilience des systèmes alimentaires face à des crises telles que celle déclenchée par la covid-19.

On trouvera ci-après quelques recommandations spécifiques:

- Veiller à ce que les droits des travailleurs du système alimentaire soient reconnus et intégrés dans la législation nationale; promouvoir et faire respecter les normes établies.
- Veiller à ce que les travailleurs des systèmes alimentaires aient accès à une protection complète contre les dangers et les risques (matériel de protection individuelle, distanciation physique, directives claires en matière de santé et de sécurité, congés maladie payés, installations adéquates de repos, de restauration et d'hygiène, abris de quarantaine).
- Accorder une attention particulière aux travailleurs migrants dans le système alimentaire afin de veiller à ce qu'ils soient protégés contre les risques sanitaires et qu'ils aient accès aux services de santé et à la protection sociale.
- Mettre en œuvre des dispositifs visant à protéger les agriculteurs et les petits producteurs agricoles contre les incertitudes et les pertes de revenus, tels que des assurances spécifiques, des transferts et la distribution d'intrants.

3. Fournir de meilleures protections aux pays qui dépendent des importations de denrées alimentaires

Les pays qui dépendent des importations alimentaires sont particulièrement vulnérables aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement internationale causées par la covid-19. Certains de ces pays ont parfois la possibilité de mieux équilibrer leur portefeuille d'approvisionnement alimentaire, tandis que d'autres peuvent être confrontés à de réelles limitations écologiques pour

produire plus de nourriture chez eux (Clapp, 2017). En particulier, il est important que le commerce international des denrées alimentaires ne soit pas limité en cas de crise ou qu'il ne soit pas utilisé comme arme par les pays exportateurs. Les restrictions à l'exportation, par exemple, ont entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires et placé les pays tributaires des importations alimentaires dans une situation difficile (Laborde et al., 2020). Étant donné que la capacité de production et d'importation de denrées alimentaires varie d'un pays à l'autre, il est important de donner aux gouvernements une marge de manœuvre suffisante pour qu'ils puissent mener des politiques visant à réduire au maximum les risques liés à la dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires afin de renforcer la résilience du système alimentaire. Dans le même temps, pour les pays qui ont la capacité de le faire dans la limite de leurs ressources écologiques, l'amélioration de la capacité nationale de production alimentaire, notamment dans les cultures pour lesquelles ils souhaitent réduire leur dépendance à l'égard des importations, peut être un moyen de réduire les risques liés aux prix et de renforcer la résilience du marché local à moyen et long terme. L'amélioration de la capacité de stockage des pays renforce également leur capacité à garantir la disponibilité des denrées alimentaires en cas de crise (Viatte et al., 2009).

On trouvera ci-après quelques recommandations spécifiques:

- Décourager les restrictions aux exportations alimentaires pour protéger les pays qui dépendent des importations alimentaires.
- Fournir une marge de manœuvre et un soutien suffisants aux pays qui cherchent à améliorer leur capacité de production alimentaire intérieure dans la limite de leurs ressources écologiques à moyen et à long terme.
- Encourager les pays à renforcer leurs capacités de stockage des céréales à long terme.

4. Renforcer et coordonner les mesures stratégiques visant à faire face à l'impact de la pandémie de covid-19 sur les systèmes alimentaires, la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment au niveau international

Dans son quinzième rapport, le Groupe d'experts de haut niveau souligne que la crise due à la covid-19, qui aggrave la situation déjà urgente de la sécurité alimentaire et de la nutrition, exige «de prendre des mesures pour améliorer les systèmes alimentaires et les rendre non seulement plus résilients face aux crises, mais également plus équitables et inclusifs, habilitants et respectueux, régénérateurs, sains et nutritifs, ainsi que productifs et prospères pour tous» (HLPE, 2020b). Pourtant, jusqu'à présent, il n'y a pas eu de politiques et mesures internationales coordonnées pour faire face à l'impact de la pandémie de covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La pandémie illustre clairement la nature interconnectée des systèmes alimentaires avec les systèmes sanitaires, économiques et environnementaux, et à ce titre, les politiques doivent être coordonnées entre les différents systèmes de gouvernance, y compris au niveau international, et traiter les différentes façons dont la crise touche la sécurité alimentaire et la nutrition. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est l'organe de coordination stratégique évident et approprié au niveau international pour diriger l'élaboration au niveau mondial de mesures visant à faire face à la covid-19 et à son impact sur la sécurité alimentaire et la nutrition. En 2009, il est devenu un organe de gouvernance internationale plus inclusif, chargé au premier chef d'établir des normes et des orientations internationales en matière de sécurité alimentaire et de politique nutritionnelle (McKeon, 2015). Pour remplir ce rôle, il doit faciliter la mise en commun des expériences nationales de ses membres et élaborer des lignes directrices

qui définissent les meilleures pratiques pour atteindre les objectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Le Comité a établi des lignes directrices relatives au suivi de ses décisions et orientations (CFS, 2013) et pourrait ainsi servir de point focal important en matière d'informations sur les mesures visant à faire face à l'impact de la pandémie sur la sécurité alimentaire et la nutrition, afin de faciliter la coordination des politiques dans les différents domaines de gouvernance et entre les gouvernements.

On trouvera ci-après quelques mesures spécifiques à l'appui de cette recommandation:

- Reconnaître le rôle du CSA en tant que chef de file chargé de coordonner les actions de gouvernance internationale visant à faire face à l'impact de la covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
- Créer un groupe de travail dirigé par le CSA pour suivre les effets de la covid-19 sur la sécurité alimentaire.
- Mettre en place un système permettant aux États membres du CSA de communiquer des informations et des données d'expérience concernant l'impact de la covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau local et national.
- Mettre au point une campagne mondiale pour éduquer et informer le public sur les pratiques qui tiennent compte de la nutrition afin de prévenir et de gérer les infections à la covid-19 au niveau des ménages et des individus.
- Faire en sorte que les travailleurs du système alimentaire et les organisations de producteurs agricoles participent aux processus de décision concernant la covid-19 au niveau national et international.

5. Soutenir des systèmes de distribution plus diversifiés et plus résilients, notamment des chaînes d'approvisionnement plus courtes et des marchés territoriaux

Les perturbations généralisées des chaînes d'approvisionnement alimentaire résultant de la pandémie montrent qu'il est nécessaire de mettre en place des systèmes de distribution alimentaire plus résilients. Bien que la pandémie ait perturbé divers types de chaînes d'approvisionnement, les plus touchées ont été les chaînes longues et complexes, notamment celles qui concernent les cultures périssables et les cultures agricoles spécialisées. Les producteurs et les consommateurs des pays à faible revenu sont certes les plus vulnérables à ces perturbations, mais les producteurs de toutes les régions du monde ont ressenti ces effets. À mesure que ces dynamiques sont apparues, on a constaté un intérêt croissant en faveur du renforcement des marchés locaux et régionaux en vue d'accroître la résilience des systèmes alimentaires grâce à des chaînes d'approvisionnement plus courtes. Ces marchés plus ancrés au niveau local, parfois appelés «marchés territoriaux» (Kay et al., 2016), sont les principaux marchés de denrées alimentaires locales dans les pays en développement et ont pris de plus en plus d'importance dans les pays développés au cours des dernières décennies, les marchés d'agriculteurs ayant été réorganisés en fonction de la demande croissante de denrées alimentaires locales. Ces types de marchés fournissent généralement des débouchés pour les aliments issus de divers systèmes de production qui s'adaptent mieux aux perturbations et aux changements de la demande, tels que ceux qui se sont produits du fait de la covid-19. Les marchés implantés au niveau local et régional sont également importants, car ils renforcent les possibilités de subsistance des producteurs, des transformateurs et des vendeurs locaux de denrées alimentaires. Ils donnent aussi la possibilité de réduire la dépendance nationale et locale vis-à-vis des sociétés transnationales lointaines qui dominent les transactions dans les chaînes

d'approvisionnement mondiales concentrées (HLPE, 2020b). Toutefois, on observe souvent un manque de soutien infrastructurel à la mise en place de marchés territoriaux, notamment d'installations de stockage par exemple. Les innovations telles que les plateformes numériques de commerce électronique spécialement conçues pour les petites et moyennes entreprises et non soumises au contrôle des grandes sociétés peuvent également soutenir les marchés implantés localement, qui sont mieux à même de faire face aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement déclenchées par la covid-19 (Reardon et Swinnen, 2020). Les autorités nationales et locales peuvent jouer un rôle important dans le renforcement des infrastructures destinées aux marchés territoriaux (Blay-Palmer et al., 2020).

On trouvera ci-après quelques mesures spécifiques allant dans ce sens:

- Investir dans l'amélioration des infrastructures des marchés territoriaux aux niveaux régional, national et local.
- Examiner soigneusement les politiques qui peuvent privilégier de manière injustifiée les points de vente au détail officiels de produits alimentaires par rapport aux marchés plus informels qui mettent en rapport les petits producteurs et les consommateurs à faibles revenus, y compris les marchés ruraux périodiques et les vendeurs de rue.
- Envisager l'adoption d'une réglementation plus stricte, notamment en matière de concurrence, afin de permettre aux petites et moyennes entreprises agroalimentaires de participer aux chaînes d'approvisionnement nationales, régionales et mondiales.

6. Soutenir des systèmes de production alimentaire plus résilients, fondés sur l'agroécologie et d'autres formes durables de production alimentaire

Le renforcement de la résilience du système alimentaire est essentiel pour faire face efficacement à la pandémie de covid-19. Les chaînes d'approvisionnement internationales étant mises à rude épreuve par la covid-19, la réorganisation de la production alimentaire au niveau local ou la recherche d'un meilleur équilibre entre les aliments importés et ceux produits localement est une stratégie judicieuse pour renforcer la résistance et la résilience. Si certains soutiennent que les techniques de production alimentaire industrielle sont le meilleur moyen de stimuler la production alimentaire au niveau national, cette stratégie est limitée car elle est inabordable pour les plus démunis, elle exige souvent l'achat d'intrants agricoles externes qui sont également soumis aux perturbations des chaînes d'approvisionnement et elle risque à long terme de produire des déchets et d'avoir une incidence sur l'environnement (Moseley, 2017; Gengenbach et al., 2018). L'agroécologie, par exemple, est la science qui consiste à tirer parti des interactions écologiques au sein des champs agricoles pour améliorer le rendement des cultures et réduire au minimum les coûts des intrants et les déchets (HLPE, 2019). Elle contribue fortement à renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition malmenées par la covid-19, car elle constitue une stratégie durable pour stimuler la production alimentaire au niveau national et elle est accessible à tous les types d'agriculteurs, qu'ils soient riches ou pauvres (Altieri et Nicholls, 2020). Des travaux de recherche montrent que l'agroécologie est tout aussi efficace que les méthodes conventionnelles pour réaliser des améliorations sur le long terme, en particulier lorsque le système est analysé en termes d'intrants énergétique par rapport à la production (Badgley et al., 2007; Brzozowski et Mazourek, 2018). Des combinaisons intelligentes de plantes et des stratégies de cultures mixtes peuvent également réduire ou répartir la demande de main-d'œuvre. Il est indispensable d'intensifier la recherche et la formation afin de soutenir la transition vers des systèmes de production plus agroécologiques qui peuvent renforcer la résilience du système alimentaire. Dans le contexte actuel, les risques liés à la covid-19 obligeront les participants à des formations à porter un masque ou à respecter une distanciation physique. Dans certains cas, ces formations

pourraient tirer profit des technologies de communication numérique, à condition que ces technologies soient centrées sur les besoins des agriculteurs pauvres et permettent d'accéder librement aux données. Les jardins privés et l'agriculture urbaine peuvent également s'avérer plus résilients aux chocs et aux perturbations et garantir l'accès des pauvres urbains à une alimentation plus variée et plus nutritive (Lal, 2020). La pêche et l'aquaculture durables fournissent d'importantes sources de nutrition et sont essentielles pour les moyens de subsistance et l'emploi (Love et al., 2020; Bennett et al., 2020).

On trouvera ci-après quelques recommandations spécifiques:

- Investir davantage dans les projets de recherche-action agroécologiques.
- Soutenir la mise en place d'un programme d'études en agroécologie dans les écoles d'agriculture de plusieurs pays.
- S'efforcer de soutenir davantage les projets qui favorisent l'agroécologie et d'autres formes d'agriculture durable, étant donné que la majorité des projets d'aide au développement agricole soutiennent des approches agricoles conventionnelles ou industrielles.
- Promouvoir l'appui individuel et collectif, fourni notamment au moyen de jardins privés et associatifs.
- Veiller à ce que la pêche et l'aquaculture durables, ainsi que la production animale et la foresterie, soient prises en compte dans les mesures stratégiques adoptées pour faire face à la covid-19, afin de tirer pleinement parti de leur potentiel en termes de nutrition et de moyens de subsistance.

RÉFÉRENCES

- Altieri, M.A. & Nicholls, C.I. 2020. Agroecology and the reconstruction of a post-COVID-19 agriculture. *The Journal of Peasant Studies*, 47(5): 881-898.
- Arouna, A., Soullier, G., del Villar, P.M. & Demont, M. 2020. Policy Options for Mitigating Impacts of COVID-19 on Domestic Rice Value Chains and Food Security in West Africa. *Global Food Security*, 26: 100405.
- Ashford, N., Hall, R., Arango-Quiroga, J., Metaxas, K., and Showalter, A. 2020. Addressing Inequality: The First Step Beyond COVID-19 and Towards Sustainability." *Sustainability* 12(13): 5404.
- Badgley, C., Moghtader, J., Quintero, E., Zakem, E., Chappell, M., Avilés-Vázquez, K. & Perfecto, I. 2007. Organic agriculture and the global food supply. *Renewable Agriculture and Food Systems*, 22(2): 86-108.
- Barbier, E., & Burgess, J. 2020. Sustainability and development after COVID-19. *World Development* 135 (November 1, 2020): 105082.
- Barrett, C. 2020. Actions now can curb food systems fallout from COVID-19. *Nature Food*. 1: 319-320.
- Battersby, J. 2020. South Africa's lockdown regulations and the reinforcement of anti-informality bias. *Agriculture and Human Values*, 37: 543-544.
- Béné, C. 2020. Resilience of local food systems and links to food security – A review of some important concepts in the context of COVID-19 and other shocks. *Food Security*, 12: 805-822.
- Bennett, N., Finkbeiner, E., Ban, N., Belhabib, D., Jupiter, S., Kittinger, J. Mangubhai, S., Scholtens, J., Gill, D., & Christie, P. 2020. The COVID-19 Pandemic, Small-Scale Fisheries and Coastal Fishing Communities. *Coastal Management* 48(4): 336-47.
- Blay-Palmer, A., Carey, R., Valette, E. & Sanderson, M. 2020. Post COVID 19 and food pathways to sustainable transformation. *Agriculture and Human Values*, 37: 517-519.
- Bracale, R. & Vaccaro, C.M. 2020. Changes in food choice following restrictive measures due to COVID-19. *Nutrition, Metabolism and Cardiovascular Diseases*. 30(9): 1423-1426.
- Brzowski, L. & Mazourek, M. 2018. A Sustainable Agricultural Future Relies on the Transition to Organic Agroecological Pest Management. *Sustainability*, 10: 2023.
- Clapp, J. 2017. Food self-sufficiency: Making sense of it, and when it makes sense. *Food Policy*, 66: 88-96.
- Clapp, J. 2020. Covid-19 and Food Security Implications. Webinar presentation, The Ceres2030 project, April 7 2020. (also available at <https://www.iisd.org/events/virtual-meeting-covid-19-global-food-security-implications-english-version>)
- Clapp, J. & Moseley, W.G. (forthcoming). This Food Crisis is Different: COVID-19 and the Fragility of the Neoliberal Food Security Order. *The Journal of Peasant Studies*.
- Committee on World Food Security (CFS). 2013. *A framework for monitoring CFS decisions and recommendations*. Fortieth Session. Rome, FAO. 7-11 October. (also available at <http://www.fao.org/3/mi320e/mi320e.pdf>).
- Committee on World Food Security (CFS). 2020. *COVID-19 is threatening food security and workers' health*. Discussion paper for 21 July 2020, CFS Open Meeting.

- Ekumah, B., Armah, F.A, Yawson, D.O., Quansah, R., Nyieku, F.E., Owusu, S.A., Odoi, J.O. & Afitiri, A. Disparate On-Site Access to Water, Sanitation, and Food Storage Heighten the Risk of COVID-19 Spread in Sub-Saharan Africa. *Environmental Research*, 189: 109936.
- Espitia, A., Rocha, N. & Ruta, M. 2020. *Covid-19 and Food Protectionism*. Policy Research Working Paper 9253. Washington, DC, World Bank. (also available at <http://documents1.worldbank.org/curated/en/417171589912076742/pdf/Covid-19-and-Food-Protectionism-The-Impact-of-the-Pandemic-and-Export-Restrictions-on-World-Food-Markets.pdf>).
- European Federation of Food Agriculture and Tourism Trade Unions (EFFAT). 2020. *Covid-19 outbreaks in slaughterhouses and meat processing plants: State of affairs and proposals for policy action at EU level*. Brussels, EFFAT. (also available at <https://effat.org/wp-content/uploads/2020/06/EFFAT-Report-Covid-19-outbreaks-in-slaughterhouses-and-meat-packing-plants-State-of-affairs-and-proposals-for-policy-action-at-EU-level-30.06.2020.pdf>).
- European Parliament. 2020. *The impact of COVID-19 measures on democracy, the rule of law and fundamental rights in the EU*. Briefing Requested by the LIBE committee Monitoring Group on Democracy, Rule of Law, Fundamental Rights. (also available at [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/651343/IPOL_BRI\(2020\)651343_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/651343/IPOL_BRI(2020)651343_EN.pdf)).
- Everard, M., Johnston, P., Santillo, D. & Staddon, C. 2020. The role of ecosystems in mitigation and management of Covid-19 and other zoonoses. *Environmental Science & Policy*, 111: 7-17.
- FAO. 2011. *The State of Food Insecurity in the World 2011: How does international price volatility affect domestic economies and food security?* Rome, FAO. (also available at <http://www.fao.org/3/a-i2330e.pdf>).
- FAO. 2020a. *Migrant Workers and the COVID-19 Pandemic*. Rome, FAO. (also available at <http://www.fao.org/3/ca8559en/CA8559EN.pdf>).
- FAO. 2020b. *Gendered impacts of COVID-19 and equitable policy responses in agriculture, food security and nutrition*. Policy brief. (also available at <http://www.fao.org/policy-support/tools-and-publications/resources-details/en/c/1276740/>).
- FAO. 2020c. *Food Outlook - June 2020*. (also available at <http://www.fao.org/3/ca9509en/ca9509en.pdf>).
- FAO. 2020d. *Social protection and COVID-19 response in rural areas*. Policy brief. (also available at <http://www.fao.org/3/ca8561en/CA8561EN.pdf>).
- FAO & CELAC. 2020. *Food security under the COVID-19 pandemic*. (also available at <http://www.fao.org/3/ca8873en/CA8873EN.pdf>).
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP & WHO. 2019. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2019. Safeguarding against economic slowdowns and downturns*. Rome, FAO. (also available at <https://www.wfp.org/publications/2019-state-food-security-and-nutrition-world-sofi-safeguarding-against-economic>).
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP & WHO. 2020. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2020. Transforming food systems for affordable healthy diets*. Rome, FAO. (also available at <https://doi.org/10.4060/ca9692en>).
- FAO & WFP. 2020. *FAO-WFP early warning analysis of acute food insecurity hotspots*. July 2020. Rome, FAO & WFP. (also available at <http://www.fao.org/documents/card/en/c/cb0258en>).

- Gengenbach, H., Schurman, R., Bassett, T., Munro, W. & Moseley, W. 2018. Limits of the New Green Revolution for Africa: reconceptualising gendered agricultural value chains. *The Geographical Journal*, 184(2): 208-214.
- Gerard, F., Imbert, C. & Orkin, K. 2020. Social Protection Response to the COVID-19 Crisis: Options for Developing Countries. *Oxford Review of Economic Policy*, August 29, 2020, graa026. <https://doi.org/10.1093/oxrep/graa026>.
- Ghebreyesus, T.A. 2020. WHO on Coronavirus Pandemic: “The Worst Is Yet to Come” [video]. [Cited 31 August 2020]. https://www.youtube.com/watch?v=l-x6ZYQ_vg
- Guadagno, L. 2020. *Migrants and the COVID-19 Pandemic: An initial analysis*. International Organization for Migration. (also available at <https://publications.iom.int/system/files/pdf/mrs-60.pdf>).
- Haley, E., Caxaj, S., George, G., Hennebry, J.L., Martell, E. & McLaughlin, J. 2020. Migrant farmworkers face heightened vulnerabilities during COVID-19. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 9.3: 1-5.
- HLPE. 2017. *Nutrition and food systems*. <http://www.fao.org/3/a-i7846e.pdf> (HLPE 12).
- HLPE. 2019. Agroecological and other innovative approaches for sustainable agriculture and food systems that enhance food security and nutrition. A report by the High-Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. HLPE report 14. Rome. 163 pp. (also available at <http://www.fao.org/3/ca5602en/ca5602en.pdf>)
- HLPE. 2020a. *Interim Issues Paper on the Impact of COVID-19 on Food Security and Nutrition (FSN)*. Rome, The High Level Panel of Experts on Food Security and nutrition (HLPE). (also available at http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1920/Chair/HLPE_English.pdf).
- HLPE. 2020b. *Food Security and Nutrition: Building a Global Narrative towards 2030*. Report 15. Rome, HLPE. (also available at <http://www.fao.org/3/ca9731en/ca9731en.pdf>).
- International Commission on Microbiological Specifications for Foods (ICMSF). 2020. “ICMSF1 opinion on SARS-CoV-2 and its relationship to food safety.” September 3. International Union of Microbiological Societies. (<http://www.icmsf.org/wp-content/uploads/2020/09/ICMSF2020-Letterhead-COVID-19-opinion-final-03-Sept-2020.pdf>).
- International Foundation for Electoral Systems (IFES). 2020. *Elections Postponed Due to COVID-19 - As of August 11, 2020*. [online]. [Cited 20 August 2020]. https://www.ifes.org/sites/default/files/elections_postponed_due_to_covid-19.pdf).
- International Labour Organization (ILO). 2020a. COVID-19 and the world of work. Fifth edition. *ILO Monitor*. 30 June 2020. (also available at https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms_749399.pdf).
- International Labour Organization (ILO). 2020b. SDG Labour Market Indicators. 8.3.1 Informal employment: [Annual](#); accessed on 01/09/2020
- International Monetary Fund (IMF). 2020. *World Economic Outlook Update, June 2020*. <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/06/24/WEOUpdateJune2020>
- Katsoras, A. 2020. Cracks are Emerging in the Global Food Supply Chain. National Bank of Canada. (also available at https://www.nbc.ca/content/dam/bnc/en/rates-and-analysis/economic-analysis/GeopoliticalBriefing_200629.pdf).

- Kay, S. *et al.* 2014. *Connecting Smallholders to Markets: Analytical Guide*. Civil Society Mechanism (CSM). (also available at http://www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2016/10/ENG-ConnectingSmallholdersToMarkets_web.pdf).
- Khorsandi, P. 2020. WFP chief warns of 'hunger pandemic' as Global Food Crises Report launched. *World Food Programme Insight*, 22 April 2020. (also available at <https://insight.wfp.org/wfp-chief-warns-of-hunger-pandemic-as-global-food-crises-report-launched-3ee3edb38e47>).
- Klassen, S. & Murphy, S. 2020. Equity as Both a Means and an End: Lessons for Resilient Food Systems from COVID-19. *World Development*, 136: 105104.
- Laborde, D., Martin, W., Swinnen, J. & Vos, R. 2020. COVID-19 Risks to Global Food Security. *Science*, 369(6503): 500-502. (also available at <https://science.sciencemag.org/content/369/6503/500>).
- Laborde, D., Martin W. & Vos, R. 2020. Estimating the poverty impact of COVID-19: The MIRAGRODEP and POVANA frameworks. IFPRI Technical Note, IFPRI. (also available at <https://tinyurl.com/y9fazbfz>).
- Lal, R. 2020. Home gardening and urban agriculture for advancing food and nutritional security in response to the COVID-19 pandemic. *Food Security*, 12: 871–876. (also available at <https://doi.org/10.1007/s12571-020-01058-3>).
- Lewis, L. 2020. Coronavirus serves up a surplus of Wagyu beef. *Financial Times*. April 3 2020. (also available at <https://www.ft.com/content/bb540839-2f63-43bc-897c-b73b2d9f6dc7>).
- Love, D., Allison, E. H., Asche, F., Belton, B., Cottrell, R. S., Froehlich, H. E., et al. 2020. Emerging COVID-19 impacts, responses, and lessons for building resilience in the seafood system. Preprint. SocArXiv, June 27, 2020. (also available at <https://doi.org/10.31235/osf.io/x8aew>).
- McLaren, H.J., Wong, K.R., Nguyen, K.N. & Mahamadachchi, K.N.D. 2020. Covid-19 and Women's Triple Burden: Vignettes from Sri Lanka, Malaysia, Vietnam and Australia. *Social Sciences*, 9(5): 87.
- McKeon, N. 2015. *Food Security Governance: Empowering Communities, Regulating Corporations*. London, Routledge.
- Micha, R., Mannar, V., Afshin, A., Allemandi, L., Baker, P., Battersby, J., Bhutta, Z., Chen, K., Corvalan, C., Di Cesare, M. and Dolan, C. 2020. *2020 Global Nutrition Report: Action on Equity to End Malnutrition*. (also available at <https://globalnutritionreport.org/reports/2020-global-nutrition-report/>).
- Moseley, W.G. 2017. A risky solution for the wrong problem: Why GMOs won't feed the hungry of the world. *Geographical Review*, 107(4): 578–583.
- Moseley, W.G. 2020. The Geography of COVID-19 and a Vulnerable Global Food System. *World Politics Review*, May 12. (also available at <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/28754/the-geography-of-covid-19-and-a-vulnerable-global-food-system>).
- Moseley, W.G. & Battersby, J. 2020. The Vulnerability and Resilience of African Food Systems, Food Security and Nutrition in the Context of the COVID-19 Pandemic. *African Studies Review*, 63(3).
- OECD. 2020. *OECD Economic Outlook, June 2020*. (also available at <http://www.oecd.org/economic-outlook/june-2020/>).

- Power, K.** 2020. The COVID-19 Pandemic Has Increased the Care Burden of Women and Families. *Sustainability: Science, Practice and Policy*, 16(1): 67-73.
- Pu, M. & Zhong, Y.** 2020. Rising Concerns over Agricultural Production as COVID-19 Spreads: Lessons from China. *Global Food Security*, 26: 100409. (available at <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2020.100409>).
- Reardon, T. & Swinnen, J.** 2020. "COVID-19 and Resilience Innovations in Food Supply Chains." *IFPRI blog*, July 6 2020. (available at <https://www.ifpri.org/blog/covid-19-and-resilience-innovations-food-supply-chains>.)
- Sallent, M.** 2020. External debt complicates Africa's COVID-19 recovery, debt relief needed. *Africa Renewal*, July 2020. UN Economic Commission for Africa. (also available at <https://www.un.org/africarenewal/magazine/july-2020/external-debt-complicates-africas-post-covid-19-recovery-mitigating-efforts>).
- Schmidhuber, J. & Qiao, B.** 2020. *Comparing crises: Great Lockdown versus Great Recession*. Rome, FAO. (also available at <http://www.fao.org/3/ca8833en/CA8833EN.pdf>).
- Scudellari, M.** 2020. How the pandemic might play out in 2021 and beyond. *Nature*. **584**: 22-25 August 5. <https://www.nature.com/articles/d41586-020-02278-5>
- Sharma, H.B., Vanapalli, K.R., Cheela, V.R.S., Ranjan, V.P., Jaglan, A.K., Dubey, B., Goel, S. & Bhattacharya, J.** 2020. Challenges, opportunities, and innovations for effective solid waste management during and post COVID-19 pandemic. *Resources, Conservation and Recycling*, 162: 105052.
- Stewart, A., Kottasová, I. & Khaliq, A.** 2020. Why meat processing plants have become COVID-19 hotbeds. *CNN*, June 27. (available at <https://www.cnn.com/2020/06/27/health/meat-processing-plants-coronavirus-intl/index.html>).
- Terazono, E. & Munshi, N.** 2020. Choc waves: how coronavirus shook the cocoa market. *Financial Times*, July 30. (also available at <https://www.ft.com/content/37aa0ac8-e879-4dc2-b751-3eb862b12276>).
- Torero, M.** 2020. Prepare food systems for a long-haul fight against COVID-19. [online]. Washington, DC, IFPRI. [Cited 31 August 2020]. <https://www.ifpri.org/blog/prepare-food-systems-long-haul-fight-against-covid-19>.
- United Nations (UN).** 2020a. *The Impact of COVID-19 on Latin America and the Caribbean*. Policy Brief. July. (also available at <https://unsdg.un.org/resources/policy-brief-impact-covid-19-latin-america-and-caribbean>).
- United Nations (UN).** 2020b. *The Impact of COVID-19 on Food Security and Nutrition*. June. (also available at https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/sg_policy_brief_on_covid_impact_on_food_security.pdf).
- UNCTAD.** 2020a. The Covid-19 Shock to Developing Countries: Towards a 'whatever it takes' programme for two-thirds of the world's population being left behind. March 2020. (also available at https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/gds_tdr2019_covid2_en.pdf).
- UNCTAD.** 2020b. *World Investment Report 2020: International production beyond the pandemic*. Geneva, UN. (also available at https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2020_en.pdf).

- Vanapalli, K.R., Sharma, H.B., Ranjan, V.P., Samal, B., Bhattacharya, J., Dubey, B.K. & Goel, S. 2020. Challenges and strategies for effective plastic waste management during and post COVID-19 pandemic. *Science of The Total Environment*, 750: 141514.
- Van den Broeck, G. & Maertens, M. 2016. Horticultural exports and food security in developing countries. *Global Food Security*, 10: 11-20.
- Viatte, G., De Graaf, J., Demeke, M., Takahatake, T. & Rey de Arce, M. 2009. *Responding to the Food Crisis: Synthesis of Medium-Term Measures Proposed in Inter-Agency Assessments*, FAO. (also available at <http://www.fao.org/3/a-i0769e.pdf>).
- Waltenburg, M.A., Victoroff, T., Rose, C.E., Butterfield, M., Jervis, R.H., Fedak, K.M., Gabel, J.A. *et al.* Update: COVID-19 Among Workers in Meat and Poultry Processing Facilities — United States, April–May 2020. *Morbidity and Mortality Weekly Report*, 69: 887-892. Centres for Disease Control and Prevention. (also available at <http://dx.doi.org/10.15585/mmwr.mm6927e2>).
- World Bank. 2020a. Global Economic Prospects, June 2020. Washington, DC, World Bank. (also available at <https://www.worldbank.org/en/publication/global-economic-prospects#overview>).
- World Bank. 2020b. *Potential Responses to the COVID-19 Outbreak in Support of Migrant Workers*. (also available at <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33625>).
- World Food Programme (WFP). 2020a. *Global Monitoring of School Meals during COVID-19 Closures*. [online]. [Cited 31 August 2020]. <https://cdn.wfp.org/2020/school-feeding-map/>
- World Food Programme (WFP). 2020b. *Responding to the development emergency caused by COVID-19. WFP's medium-term programme framework*. June 2020. Rome, WFP. (also available at <https://www.wfp.org/publications/responding-development-emergency-caused-covid-19-wfps-medium-term-programming>).
- World Food Programme (WFP). 2020c. How school feeding persists in spite of Cameroon's coronavirus closures. *World Food Program Insight*, 26 May. (also available at <https://insight.wfp.org/how-school-feeding-persists-in-spite-of-camerouns-coronavirus-closures-4f9c88618e78>).
- World Health Organization (WHO). 2020a. *Gender and COVID-19*. Advocacy Brief. 14 May 2020. (also available at <https://www.who.int/publications/i/item/gender-and-covid-19>).
- World Health Organization (WHO). 2020b. 1 in 3 people globally do not have access to safe drinking water – UNICEF, WHO. News Release. New York, Geneva, WHO. (also available at <https://www.who.int/news-room/detail/18-06-2019-1-in-3-people-globally-do-not-have-access-to-safe-drinking-water-unicef-who>).
- Worstell, J. 2020. Ecological Resilience of Food Systems in Response to the COVID-19 Crisis. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 9(3): 23-30. (also available at <https://doi.org/10.5304/jafscd.2020.093.015>).
- Yaffe-Bellany, D. & Corkery, M. 2020. Dumped Milk, Smashed Eggs, Plowed Vegetables: The Food Waste of the Pandemic. *New York Times*, April 11. (also available at <https://www.nytimes.com/2020/04/11/business/coronavirus-destroying-food.html?searchResultPosition=1>).
- Yeshanew, S. 2018. *Regulating labour and safety standards in the agriculture, forestry and fisheries sectors*. Rome, FAO. (also available at <http://www.fao.org/3/CA0018EN/ca0018en.pdf>).

Young, G. & Crush, J. 2019. *Governing the informal food sector in cities of the Global South*. Hungry Cities Discussion Paper 30. (also available at <https://hungrycities.net/wp-content/uploads/2019/04/DP30.pdf>).